

Montée de l'«erdoganisme» et responsabilité de l'Europe

On ne peut que l'admettre, la Turquie franchit pas à pas, sous les yeux du monde occidental et avec l'accord tacite de l'Europe, la limite qui la sépare d'un régime dictatorial. Une révolution politique et culturelle est en cours.*

Antigone **

Il ne se passe de jours qui n'amènent des nouvelles de Turquie attestant de la dilution de l'Etat de droit, des libertés publiques et de la séparation des pouvoirs ou rapportant les coups portés aux institutions, à l'université, au système judiciaire. Les événements de la première semaine du mois de novembre 2016 ont fait monter de plusieurs crans la tension déjà forte, et laissent craindre un embrasement violent : onze députés du Parti démocratique des peuples (HDP) issus du mouvement kurde, légalement élus, et que ne protège visiblement plus l'immunité parlementaire, ont été incarcérés (dont les deux chefs de ce parti). Cela fait suite à l'arrestation des journalistes et dirigeants du plus ancien titre de presse turc, le *Cumhuriyet*, une institution, le seul journal papier d'opposition qui ait survécu aux assauts du président Erdogan. Le paradigme du nouvel ordre institué par Recep Tayyip Erdogan (RTE) est en passe d'en finir avec la République d'Atatürk, qui impliquait laïcité et inscription de la Turquie dans le monde occidental. Symbole ultime, la fête qui célèbre chaque 29 octobre la

* Précision d'importance au vu d'une actualité mouvante, ce texte a été écrit le 10 novembre 2016.

** Pseudonyme.

L'Union européenne ne fait que « s'alarmer » de la dégradation des libertés publiques en Turquie et « s'indigner » des franchissements de lignes rouges...

création de la République laïque de Turquie a été inaugurée cette année par une lecture du Coran. Ce retournement se met en scène par des saillies amères et des actions revanchardes. Lorsque le 3 novembre dernier, à la suite de l'incarcération des journalistes du *Cumhuriyet*, le président du Parlement européen Martin Schulz déclare qu'« une nouvelle ligne rouge a été franchie contre la liberté d'expression en Turquie », le Premier ministre turc Binali Yildirim hausse le ton : « Mon frère, nous n'avons que faire de ta ligne rouge. Nos lignes rouges, c'est le peuple qui les trace. » Ainsi s'exprime à travers lui le désir d'Erdogan d'exhiber le peu de cas qu'il fait désormais de l'Union européenne.

En octobre, un nouvel enjeu faisait d'ailleurs irruption sur la scène politique turque : faire voter le rétablissement de la peine de mort. Cette mesure a sans doute peu de chances de passer, il reste que vouloir la faire voter, c'est annoncer à l'UE que la Turquie ne se sent plus tenue par les engagements du processus d'adhésion. Comment en est-on arrivé là, à l'émancipation quasi complète de la Turquie du projet

d'adhésion à l'UE et à la liquidation de ce qui subsistait de démocratique sur sa scène domestique, les deux dynamiques étant bel et bien liées ? Pour répondre, il faut considérer les différentes étapes des relations turco-européennes, en analysant les logiques distinctes qui y correspondent.

Point focal des relations turco-européennes

Commençons par ce qui est proche, soit l'année 2015, qui a vu un nouveau rapport de force s'installer à l'intérieur du pays. Des élections législatives ont eu lieu en juin de cette année, qui ravissaient la majorité absolue à l'AKP, Parti de la justice et du développement fondé par Erdogan. Celui-ci n'a pas voulu reconnaître ces résultats, qui présentaient une particularité supplémentaire : pour la première fois la formation de gauche pro-kurde, le HDP, obtenait une représentation à la chambre des députés, occupant quatre-vingts sièges, devenant ainsi le deuxième parti d'opposition. Arguant de son peu de goût pour les coalitions, Erdogan décourageait les pourparlers entre partis en vue de constituer un gouvernement

et obtenait que de nouvelles élections se tiennent quelques mois plus tard, le 1^{er} novembre de la même année. Le chaos qu'il attisa, la violence que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) contribua à refaire flamber devaient le confirmer dans son rôle de recours, d'homme fort du régime, et peser sur les élections. C'est justement ce moment-là que la chancelière allemande a choisi pour rendre visite à la Turquie, à quelques semaines de la seconde élection, et pour y rencontrer le président Erdogan à Istanbul sous les ors d'un palais ottoman. Les Européens continuent encore aujourd'hui à se demander si les membres de l'UE avaient bien été consultés ou s'ils ont été mis devant le fait accompli par une chancelière en délicatesse avec la partie de son électorat n'adhérant guère à sa politique d'accueil des réfugiés. Quant au Président turc, il fut ravi de voir les photos de son tête-à-tête avec la chancelière allemande, généreusement diffusées par les médias, témoignant de l'appui de l'UE à RTE. Il reconnaissait d'ailleurs, quelques temps plus tard, lors d'une discussion avec Martin Schulz, que cette visite avait valu à son parti quelque trois points supplémentaires aux élections du 1^{er} novembre. S'y sont ajoutés les quelques points supplémentaires, conséquences de la flambée de violence qui régna entre juin et novembre de cette même année, et l'AKP reconquit la majorité absolue.

C'est lors de cette rencontre à Istanbul que fut scellé l'accord entre UE et Turquie concernant les réfugiés. Cet accord prévoit l'accueil par la Turquie des réfugiés renvoyés par l'Europe, après examen de leurs dossiers. En contrepartie, la Turquie doit recevoir trois milliards d'euros supplémentaires versés par l'Union, Union censée ouvrir un nouveau chapitre de l'acquis communautaire (le chapitre 33 concernant les politiques budgétaires) et sup-

« La bifurcation pragmatique, identitaire et économique de la Turquie d'Erdogan vers le monde musulman a un corollaire, l'islamisation de l'espace public, pour plus de ressemblance, d'homogénéité avec les pays arabes. »

(1) Le 9 novembre 2002.

(2) En soutenant par exemple les initiatives privées pour fonder, à Istanbul, des musées d'art moderne et contemporain aux normes internationales.

primer l'obligation de visas pour les ressortissants turcs. Le renvoi vers la Turquie des réfugiés suppose que soit établi le statut de « pays sûr » pour la Turquie. L'union a ainsi sacrifié l'Etat de droit et le respect des droits de l'Homme, dans un pays candidat, à la promesse de stopper l'afflux d'immigrés sur son territoire. Depuis, elle ne fait que « s'alarmer » de la dégradation des libertés publiques et « s'indigner » des franchissements de lignes rouges...

La France, pays versatile ?

Les choses n'ont pas toujours été ainsi. Malgré l'avis défavorable qu'émet Valérie Giscard d'Estaing, alors président de la Convention, sur l'avenir de l'Europe, et la déclaration qu'il faite au journal *Le Monde*, « *la Turquie n'est pas en Europe* »⁽¹⁾, bénéficiant du soutien de Jacques Chirac et de Gerhard Schröder, les négociations en vue de l'adhésion de la Turquie s'ouvrent officiellement en 2005. Cela fait alors trois ans qu'Erdogan est Premier ministre et qu'avec son parti l'AKP, dit « musulman conservateur », il a mis en œuvre certaines des réformes qu'exigeait le processus d'adhésion, notamment des modifications institutionnelles visant à limiter l'intrusion de l'armée dans la vie politique turque. Celle-ci a la réputation d'être la gardienne de la laïcité. Elle est supposée méfiante envers l'AKP. Erdogan a multiplié, entretemps, les signes de l'appartenance de la Turquie au bloc occidental, notamment dans le domaine culturel⁽²⁾.

Devenu Président en 2007, Nicolas Sarkozy contribuera fortement à changer cette donne. La France et l'Allemagne feront désormais chorus pour contester à la Turquie une place de pays membre de l'UE. L'aboutissement de l'adhésion n'est qu'un horizon lointain et non une « menace » immédiate. La

remise en cause de cet engagement de l'Europe s'adresse surtout à l'opinion publique, dans ces deux pays de l'Union. En France, à l'instar du slogan « Non à la Turquie en Europe », dont Philippe de Villiers fait un pilier de sa campagne aux élections de 2004, Nicolas Sarkozy se saisit de ce thème pour représenter sa politique sécuritaire et populiste au sujet de l'immigration et de l'intégration. Il ne se contente pas de s'opposer à l'intégration de la Turquie en répétant « La Turquie n'a pas vocation à adhérer à l'Europe », il le fait de façon tonitruante et blessante pour ses interlocuteurs turcs. Ces prises de position ont pour adresse plus l'opinion publique française, et les équilibres politiques domestiques, que la Turquie. Il invente un projet – mort-né –, une Union pour la Méditerranée, dans le cadre duquel il « offre » à la Turquie une relation privilégiée avec l'Europe au sein d'une association des pays du Sud méditerranéen, ceci en lieu et place d'un statut d'Etat membre de l'UE. Les Turcs se sentent à la fois floués et insultés.

Cap vers la « nouvelle Turquie » d'Erdogan

Le début de la bifurcation de la politique étrangère de la Turquie vers le monde musulman est synchrone avec ces rebuffades. Cette bifurcation est annoncée par la dégradation programmée et spectaculaire des relations avec Israël, donnée comme gage d'un rapprochement avec les pays arabes. C'est aussi en cette période qu'est adoptée, comme stratégie de politique étrangère, l'injonction de M. Ahmet Davutoglu, ministre des Affaires étrangères de 2009 à 2014 : « *zéro problèmes avec les voisins* ». Cette ligne exprime la volonté d'intensifier l'influence de la Turquie et les échanges commerciaux et industriels avec le monde arabo-musulman, et pas seulement avec ceux qui partagent une fron-



© RANDAM, LICENCE CC

tière avec la Turquie. Elle donne corps à la vocation de la Turquie de servir d'interface entre le monde occidental et les pays musulmans. Sur la scène domestique, ce virage se traduit par l'invention d'une « ottomanité » d'opérette, parfois kitch, visant à assigner une nouvelle identité aux Turcs, mieux imprégnée de la gloire perdue de l'Empire. L'ensemble de ces orientations, tout autant sur la scène internationale que domestique, a été qualifié de « néo-ottomaniste », expression qui reconnaît tacitement le décrochement d'avec la réalité de cette ambition.

Le pendant interne, national de cette bifurcation n'est pas seulement néo-ottomaniste, elle consiste surtout en une islamisa-

tion de la société, de la vie quotidienne, notamment urbaine. Bien des écoles du secondaire sont transformées, souvent au grand dam des parents, en établissements qui forment imams et prédicateurs. On ne compte plus, à partir de 2010, les propos par lesquels Erdoğan fait intrusion dans les modes de vie, les coutumes, les usages de ses citoyens. Il criminalise l'interruption de grossesse, la cohabitation mixte sans être marié (il mandate le voisinage à dénoncer les colocations des étudiants), critique les naissances par césarienne de confort, le type de loisirs des catégories laïques, la consommation d'alcool, ses ministres instaurent des normes de modestie pour les femmes qui, en public, ne doivent

Le paradigme du nouvel ordre institué par Recep Tayyip Erdoğan est en passe d'en finir avec la République d'Atatürk, qui impliquait laïcité et inscription de la Turquie dans le monde occidental.

pas rire. Lorsqu'enceintes, elles doivent éviter de se laisser voir, donc disparaître de l'espace public. Après le coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016, une partie des foules descendues dans les rues à l'appel d'Erdoğan et à qui il avait demandé de garder la rue encore plusieurs semaines afin de « protéger la démocratie », se convertit aujourd'hui en surveillante (milices ?) de ces nouvelles normes qui deviennent règles impératives parce qu'attribuées aux souhaits du Président.

La bifurcation pragmatique, identitaire et économique de la Turquie d'Erdoğan vers le monde musulman possède un corollaire, l'islamisation de l'espace public, pour plus de ressemblance, d'homogénéité avec les pays arabes.

Que reste-t-il du crédit de l'Europe ?

Nul ne peut dire ce qui se serait passé si la Turquie n'avait été arrêtée et humiliée dans son processus d'adhésion à l'Europe. On peut néanmoins avancer que pour l'Europe, le partenariat avec une Turquie insérée plus avant au sein des engagements réciproques avec l'Union aurait été bien plus efficace au sujet notamment de la question syrienne et des stratégies de la coalition. Et, peut-être plus important encore, l'Europe ne se serait pas trouvée dans une telle situation d'impuissance et contrainte d'avaler les couleuvres que lui présente la Turquie lorsqu'elle prétend vouloir éliminer les conspirateurs de la tentative de coup d'Etat pour bâillonner toute opposition, supprimer le droit d'expression et saper les fondements de l'Etat de droit. Injuste et triste est l'abandon par l'Europe du camp laïque de la Turquie, de son mode de vie à l'occidentale. L'Europe se décrédibilise en laissant sans recours les universitaires et journalistes persécutés, les députés kurdes incarcérés, les intellectuels emprisonnés. Une solitude qui, face à la déferlante totalisante, est poignante. ●